

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.139/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.139/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 5 mai 2000, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radio-amateurs", a donné le 4 décembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 5 mei 2000 door de Minister van Telecommunicatie, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het aanleggen en het doen werken van radio-elektrische stations door radioamateurs", heeft op 4 december 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Il résulte de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications que pour établir et faire fonctionner des stations de radiocommunication, il faut une autorisation personnelle et écrite du ministre. Les règles générales d'octroi et de révocation de ces autorisations doivent être fixées par le Roi, qui peut également "déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises".

Les articles 3, 4, et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées subdélèguent au ministre la fixation de certaines de ces conditions d'octroi. Ce dernier est en outre directement chargé par l'article 3, § 3, de la loi précitée de fixer "les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés".

Aucune disposition légale ou réglementaire n'autorise toutefois le ministre à dispenser certaines personnes d'une autorisation personnelle et écrite pour établir ou faire fonctionner une station de radiocommunication.

Ce pouvoir appartient au Roi, qui en fait d'ailleurs usage à l'article 5 de l'arrêté royal précité.

Aussi les dispositions du présent projet qui permettent à certaines personnes de faire fonctionner des stations radioélectriques sans devoir obtenir une autorisation

.../...

personnelle et écrite du ministre sont-elles dépourvues de fondement juridique.

Tel est le cas des articles 2, § 5, 6, § 2, et 10. Ces dispositions doivent par conséquent être omises.

De même, les conditions de révocation de l'autorisation font l'objet de l'article 16 l'arrêté royal précité.

Cette disposition détermine dans quels cas et sous quelles conditions le ministre ou son délégué peut suspendre ou révoquer une autorisation. Cette habilitation de prendre les mesures individuelles de suspension ou de révocation n'habilite pas le ministre à fixer, par voie réglementaire, les sanctions administratives encourues en cas d'infraction à des dispositions de l'arrêté en projet.

L'article 28 sera dès lors également omis.

2. L'article 94 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par la loi du 3 juillet 2000, dispose :

"Art. 94. Il est interdit de détenir, de commercialiser ou d'utiliser les équipements suivants :

- 1° les équipements qui portent atteinte ou tentent de porter atteinte au respect des lois, à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs;
- 2° les équipements hertziens, y compris les types d'équipements hertziens, qui provoquent des interférences dommageables.

.../...

Si l'Institut peut raisonnablement considérer que certains équipements hertziens peuvent provoquer des interférences dommageables sur des services existants ou prévus, il prend toutes les mesures nécessaires pour éviter ces interférences dommageables, y compris une interdiction ou un retrait des équipements hertziens concernés du marché.".

Il résulte de cette nouvelle disposition légale que désormais l'Institut belge des services postaux et des télécommunications est directement chargé par la loi de prendre les mesures nécessaires pour éviter les interférences dommageables provoquées par des équipements terminaux ou des équipements hertziens.

Les articles 9, § 2, et 27 du projet seront dès lors omis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1er

L'arrêté en projet invoque comme fondement légal les articles 3 et 7 de la loi du 30 juillet 1979 précitée, et les articles 3, 4 et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité.

Il y a lieu de relever d'emblée que l'article 7 de la loi du 30 juillet 1979 a été abrogé par la loi du 3 juillet 2000.

.../...

L'alinéa 1er de cet article 7 habilitait le ministre ayant les télécommunications dans ses attributions à fixer des prescriptions techniques auxquelles devait satisfaire tout appareil émetteur ou émetteur-récepteur de radiocommunication pour pouvoir être utilisé, mis en vente ou en location.

Le projet à l'examen ne tend pas à fixer des prescriptions techniques pour la vente ou la location d'appareils de radiocommunication.

Certaines de ses dispositions fixent par contre des caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les appareils de radiocommunications utilisés par les radioamateurs.

Elles peuvent toutefois trouver leur fondement légal dans l'article 3, § 3, de la même loi qui prévoit, notamment, que le ministre fixe "les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés".

L'abrogation de l'article 7 de la loi du 30 juillet 1979 n'a donc pas privé les prescriptions techniques du projet de tout fondement légal.

Il va de soi que cette disposition doit toutefois être omise du préambule.

.../...

Alinéa 2

L'article 21 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité sert également de fondement à l'arrêté en projet, dans la mesure où ce dernier établit les modalités de paiement du droit d'inscription aux examens. Il doit donc être visé au préambule.

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1998, les articles 4, 18 et 21, modifiés par l'arrêté royal du 18 décembre 1986 et par l'arrêté royal du 15 mars 1994;".

Alinéa 3 (nouveau)

Dès lors que l'arrêté en projet abroge l'arrêté ministériel du 19 décembre 1986 relatif à l'établissement et au fonctionnement de stations radioélectriques par des radioamateurs, ce dernier doit être visé au préambule.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

L'article 12 de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, directive modifiée

.../...

par la directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998, dispose :

"Lorsque les Etats membres adoptent une règle technique, celle-ci contient une référence à la présente directive ou est accompagnée d'une telle référence lors de sa publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les Etats membres."

L'alinéa 4 sera donc rédigé comme suit :

"Vu l'avis de la Commission européenne, donné en application de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998;"

Dispositif

Article 1er

1. Les sigles définis aux points 1° et 2° doivent être rédigés comme suit : "U.I.T." et "C.E.P.T.".

2. En ce qui concerne le 3°, dans un souci de lisibilité, il est conseillé de le rédiger comme suit :

"3° l'Institut : Institut belge des services postaux et des télécommunications;"

.../...

Il convient de remplacer l'expression "l'I.B.P.T." par le mot "l'Institut" dans le reste du dispositif (1).

3. Au 4°, dans le texte français in fine, il y a lieu d'écrire "effectué par des radioamateurs" au lieu de "effectué par des amateurs".

4. Au 5°, il convient de supprimer l'article "le" en tête de définition.

5. Ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait remarquer dans son avis 16.878/2 (2), la définition donnée au 7° de la station fixe s'écarte, dans ses termes, de celle donnée à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité. Si l'application de la définition donnée dans le projet ne devait pas aboutir aux résultats découlant de l'application de la définition contenue dans l'arrêté royal, le ministre excéderait ses pouvoirs. Par ailleurs, l'existence de deux définitions différentes est susceptible d'entraîner des difficultés d'application.

(1) Article 2, § 1er; article 3, § 1er; article 4, § 1er, alinéa 2, et § 2; article 6, § 3, alinéa 2, et § 4; article 9, § 2; article 11, alinéa 4; article 12; article 16; article 19; article 21, 9°; article 24, 3°; article 25, § 4; article 27; article 28 § 2.

(2) Avis donné le 2 octobre 1985 sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'établissement et l'utilisation de stations radioélectriques par des radioamateurs".

6. De même, en ce qui concerne les notions définies aux 8° et 9°, le Conseil d'Etat a déjà constaté dans le même avis que l'article 1er, 7°, de l'arrêté royal précité donne une définition de la station mobile et permet au ministre d'établir des distinctions entre plusieurs espèces de stations mobiles. Toutefois, la définition donnée au 9° ne fait pas apparaître que la station portative est un genre particulier de station mobile au sens de l'arrêté royal et se distingue de la station mobile au sens de l'arrêté en projet non seulement par l'autonomie de son alimentation mais également par l'indifférence de son établissement.

Article 2

1. L'alinéa 1er du paragraphe 2 porte sur le contenu de l'examen A. Il est dès lors plus logique d'insérer à sa suite l'alinéa 3 du paragraphe 3, du projet, qui concerne également cette matière.

L'annexe 1 du projet énumère les matières qui feront l'objet de l'examen A. Les mots "est résumée" sont dès lors inappropriés. Il convient de les remplacer par le mot "figure".

Cette remarque vaut pour les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2.

.../...

2. Le paragraphe 4 sera mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Les lauréats des examens reçoivent les certificats suivants :

- 1° examen A : le certificat H.A.R.E.C. A;
- 2° examen B : le certificat H.A.R.E.C. B;
- 3° examen C : un certificat d'aspirant radiotéléphoniste privé."

3. Le paragraphe 6 sera mieux rédigé comme suit :

"Un candidat ayant échoué à un examen ne peut se représenter à ce même examen qu'après un délai d'au moins deux mois."

Article 3

Au paragraphe 3, l'alinéa 3, le mot "cependant" est inutile et doit être supprimé.

Article 4

1. Au paragraphe 1er, dès lors que les conditions auxquelles est soumise l'organisation d'un examen à domicile sont énoncées, le mot "exceptionnellement" apparaît redondant et doit être supprimé.

.../...

2. La disposition du paragraphe 3 n'apparaît pas utile dès lors que l'examen pour un candidat moins valide est également organisé "officiellement" par l'Institut. Elle doit donc être supprimée.

Article 5

1. Il convient de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Art. 5. Sous réserve de l'application de l'article 6, une autorisation de détenir ou d'établir et de faire fonctionner une station d'amateur n'est délivrée qu'à un titulaire d'un certificat mentionné à l'article 2, § 4, ou à une association de radioamateurs.".

2. Compte tenu de l'observation générale n° 1, en vertu de laquelle l'article 10 doit être omis, il convient d'omettre à l'alinéa 3 les mots "ainsi que la copie mentionnée à l'article 10, 1°".

Article 6

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots "mentionnée dans le présent arrêté" sont inutiles et doivent être supprimés.

.../...

Article 7

1. Au 1°, il convient de préciser que les certificats mentionnés à l'article 2 sont ceux du paragraphe 4 et de viser également les certificats prévus à l'article 6.

2. Au 3°, il n'y a pas lieu de préciser que la demande d'autorisation émanant d'une association l'est par son président. Il ne convient pas en effet dans un arrêté ministériel de désigner quel est, au sein d'une association, l'organe habilité légalement ou statutairement à introduire une demande d'autorisation administrative.

La même observation vaut pour l'article 9, § 1er, alinéa 2.

3. D'une manière générale, cette disposition est écrite de manière peu compréhensible. Même si l'intention de l'auteur du projet est apparemment de simplifier les formalités de demande d'autorisation, mieux vaut s'inspirer, pour la rédaction de cette disposition, des articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1986 que le projet tend à remplacer, en distinguant les demandes d'autorisation introduites par des personnes physiques et celles introduites par une association.

.../...

Article 8

La deuxième phrase constitue une exception à la règle établie par l'article 12.

Elle doit donc faire l'objet d'un alinéa 2 de l'article 12 et être formulée comme suit :

"Les stations fixes d'une association de radioamateurs peuvent toutefois être déplacées temporairement, sans information de l'Institut, lorsque l'association participe à un concours ou à une activité radioamateur collective."

Article 11

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 11. Le titulaire de l'autorisation tient un livre-journal dans lequel il consigne toutes les radiocommunications qui sont effectuées au moyen de sa station fixe ou de ses stations fixes."

Article 12

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Art. 12. Le titulaire de l'autorisation informe préalablement l'Institut de tout changement du lieu d'installation de sa ou de ses stations fixes et de l'adresse de sa correspondance si celle-ci est différente du lieu d'installation."

.../...

Article 13

Il y a lieu de remplacer les mots "s'élève à maximum" par les mots "ne peut excéder" et d'omettre les signes "(3dB)".

Article 16

Il y a lieu de remplacer le terme "mandaté" par le mot "délégué".

Article 17

A l'alinéa 2, il est superflu de préciser que les stations automatiques sans personnel doivent satisfaire aux conditions des articles 13, 14 et 15, puisque ces dispositions s'appliquent indifféremment à toutes les installations émettrices.

L'alinéa 2 sera dès lors rédigé comme suit :

"Les stations automatiques sans personnel satisfont en outre aux prescriptions de l'annexe 6.".

.../...

Article 19

Au 1°, il convient d'écrire la première phrase comme suit :

"Au début et à la fin de chaque émission, le titulaire de l'autorisation émet au moins une fois son indicatif d'appel de la manière définie à l'annexe 8.".

Article 21

La méconnaissance de l'interdiction prévue au 2° est punie des peines prévues à l'article 15 de la loi précitée du 30 juillet 1979. Aussi importe-t-il que l'arrêté ministériel définisse avec précision l'acte infractionnel et que le radioamateur ait une connaissance préalable et certaine des pays sur lesquels porte l'interdiction. Au surplus, le texte est rédigé dans des termes tels que l'on peut douter si l'administration est l'administration belge ou l'administration étrangère.

Article 22

Cette disposition est superflue. Il va en effet de soi que le titulaire d'une autorisation doit respecter les conditions de l'autorisation qui font l'objet, notamment, du présent projet.

.../...

En cas de non-respect de ces conditions, l'autorisation pourra être suspendue ou révoquée conformément à l'article 16 de l'arrêté royal précité du 15 octobre 1979.

Article 23

Il convient d'écrire cette disposition comme suit :

"Art. 23. Le radioamateur respecte les normes internationales en vigueur lors de l'expérimentation pour des émissions telles que la transmission de données, la télévision, la télévision à balayage lent (S.S.T.V.), le fac-similé, le spectre étalé.".

Article 24

Au 3°, seconde phrase, il y a lieu d'indiquer quelle est l'autorité compétente pour vérifier s'il existe des stations terriennes de commande en suffisance et de préciser si cette vérification doit être préalable à l'autorisation.

Article 25

1. Au paragraphe 1er, les mots "Sauf les dispositions du § 2" doivent être supprimés car ils sont inutiles.

.../...

2. Au paragraphe 2, dans la phrase introductive le mot "toutefois" doit être inséré entre les mots "n'est" et "pas".

Au 1°, l'article 9 du projet auquel il est fait référence ne vise que les stations automatiques sans personnel et non les stations de relais et stations de réseau de données. La disposition doit donc être corrigée sur ce point (1).

3. Au paragraphe 4 (correspondant au "deuxième" paragraphe 3 de cette disposition), il y a lieu d'écrire "article 2" au lieu de "art. 2".

De plus, dans la mesure où il y est question d'une autorisation d'émettre, il convient d'écrire, afin de respecter l'article 3, § 3, de la loi précitée du 30 juillet 1979 "le fonctionnaire de l'Institut, délégué par le Ministre" en lieu et place des mots "le fonctionnaire compétent de l'IBPT".

OBSERVATIONS FINALES

1. Il convient de prévoir des dispositions transitoires de manière à régler le sort des autorisations qui ont été délivrées en application de l'arrêté ministériel du

(1) Il y a lieu d'observer que ces deux types de station ne sont pas définies à l'article 1er du projet.

19 décembre 1986 relatif à l'établissement et au fonctionnement de stations radioélectriques par des radioamateurs.

2. De manière générale, il convient de veiller à la rédaction correcte du texte en langue française et, notamment, à la correction orthographique (1).

En plus, le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) C'est ainsi, par exemple, que le mot "autorisation" doit être précédé de l'article "l'" et non pas de "la".

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving blijkt dat voor het opzetten en laten werken van stations voor radioverbinding een persoonlijke en schriftelijke vergunning van de Minister is vereist. De algemene regels voor toekenning en intrekking van die vergunningen moeten worden bepaald door de Koning, die ook kan bepalen "in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn".

Bij de artikelen 3, 4 en 18 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radio-verbindingen wordt de bevoegdheid om sommige van die toekenningsvoorwaarden te bepalen, aan de minister gesub-delegeerd. Deze wordt bij artikel 3, § 3, van de genoemde wet bovendien rechtstreeks belast met het bepalen van "de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen".

Bij geen enkele wets- of verordeningsbepaling wordt de minister evenwel gemachtigd om sommige personen vrij te stellen van de verplichting een persoonlijke en schriftelijke vergunning te hebben om een station voor radioverbinding op te zetten of te laten werken.

Die bevoegdheid komt toe aan de Koning, die deze in artikel 5 van het genoemde koninklijk besluit overigens aanwendt.

.../...

Bijgevolg is er geen rechtsgrond voor de bepalingen van het onderhavige ontwerp die sommige personen de mogelijkheid bieden om radio-elektrische stations te laten werken zonder dat ze daarvoor een persoonlijke en schriftelijke vergunning van de minister behoeven.

Dat is het geval met de artikelen 2, § 5, 6, § 2, en 10. Bijgevolg moeten deze bepalingen vervallen.

Voorts gaat artikel 16 van het genoemde koninklijk besluit over de omstandigheden waarin de vergunning wordt ingetrokken.

In deze bepaling staat in welke gevallen en onder welke voorwaarden de minister of zijn gemachtigde een vergunning kan schorsen of intrekken. Deze machtiging om individuele schorsings- of intrekkingmaatregelen te nemen, houdt niet in dat de minister bij verordening mag vaststellen welke administratieve sancties worden opgelegd als bepalingen van het ontworpen besluit worden overtreden.

Artikel 28 moet dus ook vervallen.

2. Artikel 94 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij de wet van 3 juli 2000, bepaalt :

"Art. 94. Het is verboden de volgende apparatuur te houden, te commercialiseren of te gebruiken :

.../...

- 1° apparatuur die de eerbied voor de wetten, de veiligheid van de Staat, de openbare orde of de goede zeden aantast of tracht aan te tasten;
- 2° radioapparatuur, met inbegrip van soorten radioapparatuur die schadelijke interferentie veroorzaken.

Indien het Instituut redelijkerwijze kan aannemen dat bepaalde radioapparatuur schadelijke interferentie kan veroorzaken met bestaande of geplande diensten, neemt het alle nodige maatregelen teneinde deze schadelijke interferentie te vermijden, dit met inbegrip van een verbod op of een verwijdering van de markt van de betreffende radioapparatuur."

Uit die nieuwe wetsbepaling blijkt dat voortaan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie rechtstreeks bij de wet belast wordt met het nemen van alle nodige maatregelen om te voorkomen dat eindapparatuur of radioapparatuur schadelijke interferenties veroorzaakt.

De artikelen 9, § 2, en 27 van het ontwerp moeten dus vervallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

In het ontworpen besluit worden de artikelen 3 en 7 van de genoemde wet van 30 juli 1979 en de artikelen 3, 4 en 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 als rechtsgrond opgegeven.

.../...

Meteen al dient te worden opgemerkt dat artikel 7 van de wet van 30 juli 1979 bij de wet van 3 juli 2000 is opgeheven.

Bij dat artikel 7, eerste lid, werd de minister bevoegd voor telecommunicatie gemachtigd om vast te stellen aan welke technische voorschriften een zendtoestel of zend-ontvangtoestel voor radioverbinding moest voldoen om te mogen worden gebruikt of te koop of te huur te mogen worden aangeboden.

Het voorliggende ontwerp bevat geen technische voorschriften voor het verkopen of verhuren van radio-apparatuur.

Sommige bepalingen van het ontwerp bevatten daarentegen wel technische kenmerken waaraan de radio-apparatuur van radioamateurs moet voldoen.

Die bepalingen kunnen evenwel hun rechtsgrond ontleen aan artikel 3, § 3, van dezelfde wet, waarin onder meer staat dat de minister "de voorwaarden (bepaalt) waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen".

Door de opheffing van artikel 7 van de wet van 30 juli 1979 hebben de technische voorschriften van het ontwerp dus niet hun volledige rechtsgrond verloren.

Uiteraard moet deze bepaling wel uit de aanhef worden geschrapt.

.../...

Tweede lid

Het ontworpen besluit kan ook rechtsgrond ontleen aan artikel 21 van het genoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979, voorzover het ontworpen besluit de nadere regels voor het betalen van het inschrijvingsgeld voor de examens vaststelt. Dat artikel 21 moet dus in de aanhef worden vermeld.

Het tweede lid moet als volgt worden gesteld:

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 1998, op de artikelen 4, 18 en 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1986 en bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;"

Derde lid (nieuw)

Aangezien het ministerieel besluit van 19 december 1986 betreffende het aanleggen en het doen werken van radio-elektrische stations door radioamateurs bij het ontworpen besluit wordt opgeheven, moet het in de aanhef worden vermeld.

.../...

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

Artikel 12 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, een richtlijn die gewijzigd is bij richtlijn 98/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juli 1998, bepaalt :

"Wanneer de lidstaten een technisch voorschrift vaststellen, wordt daarbij naar de onderhavige richtlijn verwezen of wordt hiernaar verwezen bij de officiële bekendmaking van dat voorschrift. De regels voor deze verwijzing worden vastgesteld door de lidstaten."

Het vierde lid dient dus als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het advies van de Europese Commissie, gegeven met toepassing van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij richtlijn 98/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juli 1998;"

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. De letterwoorden die in 1° en 2° worden omschreven, moeten in de Franse tekst als volgt worden gesteld : "U.I.T." en "C.E.P.T.".

2. Voor de leesbaarheid wordt aangeraden om 3° als volgt te stellen :

"3° het Instituut : Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;".

In de rest van het dispositief dient het letterwoord "BIPT" te worden vervangen door het woord "het Instituut" (1).

3. Aan het einde van 4° schrijve men in de Franse tekst "effectué par des radioamateurs" in plaats van "effectué par des amateurs".

(1) Artikel 2, § 1; artikel 3, § 1; artikel 4, § 1, tweede lid, en § 2; artikel 6, § 3, tweede lid, en § 4; artikel 9, § 2; artikel 11, vierde lid; artikel 12; artikel 16; artikel 19; artikel 21, 9°; artikel 24, 3°; artikel 25, § 4; artikel 27; artikel 28, § 2.

4. Aan het begin van de definitie in 5° moet het lidwoord "de" worden geschrapt.

5. Zoals de Raad van State in zijn advies 16.878/2 (1) heeft opgemerkt, is de definitie van "vast station" in 7° anders verwoord dan in artikel 1, 3°, van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979. Als de toepassing van de definitie gegeven in het ontwerp andere gevolgen heeft dan de toepassing van de definitie in het koninklijk besluit, gaat de minister zijn bevoegdheden te buiten. Bovendien kan het naast elkaar bestaan van twee verschillende definities moeilijkheden opleveren bij de toepassing ervan.

6. Zo ook heeft de Raad van State, in verband met de begrippen die in 8° en 9° worden omschreven, in hetzelfde advies er reeds op geattendeerd dat artikel 1, 7°, van het eerdergenoemde koninklijk besluit een definitie geeft van het mobiele station en de Minister de mogelijkheid geeft om een onderscheid te maken tussen verscheidene soorten van mobiele stations. Uit de definitie in 9° blijkt echter niet dat een draagbaar station een bijzondere soort van mobiel station is in de zin van het koninklijk besluit en zich niet alleen door autonome voeding, maar ook door het feit dat het onverschillig waar kan worden geplaatst, onderscheidt van het mobiele station in de zin van het ontworpen besluit.

(1) Advies van 2 oktober 1985 over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het aanleggen en doen werken van radio-elektrische stations door radio-amateurs".

Artikel 2

1. Paragraaf 2, eerste lid, heeft betrekking op de inhoud van het A-examen. Het is dus logischer paragraaf 3, derde lid, van het ontwerp daarop te laten volgen. Dat lid gaat immers ook daarover.

In bijlage 1 bij het ontwerp wordt de examenstof voor het A-examen opgesomd. De woorden "is samengevat" zijn dus niet goed gekozen. Ze moeten worden vervangen door de woorden "wordt opgegeven".

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 2, tweede en derde lid.

2. Paragraaf 4 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 4. Wie voor de examens slaagt, ontvangt de volgende getuigschriften :

- 1° A-examen : het HAREC-getuigschrift A;
- 2° B-examen : het HAREC-getuigschrift B;
- 3° C-examen : een getuigschrift van aspirant-privaat radiotelefonist."

3. Paragraaf 6 zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"Wie voor een examen zakt, moet op zijn minst twee maanden wachten voor hij zich opnieuw voor dat examen mag aanmelden.".

Artikel 3

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 3. § 1. Aanvragen om deelneming ... worden middels het ... opgestelde inschrijvingsformulier ...

§ 2. De inschrijvingen ... examenperiode.

§ 3. Het inschrijvingsrecht ... het bewijs van betaling wordt ... gevoegd.

...

Het wordt overgedragen naar de volgende examenperiode in geval van te late inschrijving.".

Artikel 4

1. Aangezien wordt vermeld onder welke voorwaarden thuis examen kan worden afgenomen, lijkt het woord "uitzonderlijk" in paragraaf 1 overtoollig en moet het vervallen.

2. Paragraaf 3 lijkt nutteloos, aangezien examens voor mindervalide kandidaten ook "officieel" door het Instituut worden georganiseerd. Hij moet dus vervallen.

.../...

Artikel 5

1. Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Art. 5. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 6 wordt een vergunning voor het houden of opzetten en het laten werken van een amateurstation alleen afgegeven aan een houder van een in artikel 2, § 4, genoemd getuigschrift of aan een vereniging van radioamateurs.".

2. Gelet op algemene opmerking nr. 1, krachtens welke artikel 10 moet vervallen, moeten in het derde lid de woorden "alook het afschrift vermeld in artikel 10, 1°" vervallen.

Artikel 6

In paragraaf 1, eerste lid, zijn de woorden "vermeld in dit besluit" overbodig en moeten ze vervallen.

Het lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Personen die een HAREC-getuigschrift overleggen dat in het buitenland afgegeven is, kunnen een vergunning krijgen.".

.../...

Artikel 7

1. In 1° moet worden gepreciseerd dat de in artikel 2 vermelde getuigschriften die zijn die in paragraaf 4 worden genoemd en moet ook worden verwezen naar de getuigschriften die in artikel 6 worden vermeld.

2. Er is geen reden om in 3° te preciseren dat de vergunningaanvraag van een vereniging door de voorzitter van die vereniging wordt ingediend. In een ministerieel besluit hoort immers niet te worden bepaald welk orgaan binnen een vereniging wettelijk of statutair bevoegd is om een overheidsvergunning aan te vragen.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 9, § 1, tweede lid.

3. Algemeen beschouwd is deze bepaling niet erg duidelijk gesteld. Zelfs als de bedoeling van de steller van het ontwerp blijkbaar erin bestaat de formaliteiten voor een vergunningaanvraag te vereenvoudigen, is het beter zich voor de redactie van deze bepaling te baseren op de artikelen 9 en 10 van het ministerieel besluit van 19 december 1986, dat bij het ontwerp zou worden vervangen en een onderscheid te maken tussen vergunningaanvragen die door natuurlijke personen worden ingediend en die welke door een vereniging worden ingediend.

.../...

Artikel 8

De tweede zin vormt een uitzondering op de regel in artikel 12.

Hij moet dus worden opgenomen als het tweede lid van artikel 12 en als volgt worden gesteld :

"Vaste stations van een vereniging van radio-amateurs mogen echter tijdelijk worden verplaatst, zonder dat het Instituut daarvan verwittigd wordt, wanneer de vereniging aan een wedstrijd of een gezamenlijke radio-amateuractiviteit deelneemt.".

Artikel 11

Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 11. De vergunninghouder houdt een journaal bij waarin hij alle radioverbindingen noteert die met zijn vaste station(s) worden gemaakt.".

Artikel 12

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 12. De vergunninghouder stelt het Instituut vooraf in kennis van alle veranderingen van de plaats van opstelling

.../...

van zijn vaste station(s) en van zijn correspondentieadres als dat van de plaats van opstelling verschilt.".

Artikel 13

De woorden "bedraagt maximaal" moeten worden vervangen door de woorden "mag niet meer bedragen dan" en de vermelding "3dB" moet vervallen.

Artikel 16

In de Franse versie moet het woord "mandaté" worden vervangen door het woord "délégué".

Artikel 17

In het tweede lid is het overbodig te preciseren dat automatische onbemande stations aan de voorwaarden van de artikelen 13, 14 en 15 moeten voldoen, aangezien deze bepalingen voor alle zendapparatuur gelden.

Het tweede lid moet dus als volgt worden gesteld :

"Automatische onbemande stations voldoen bovendien aan de voorschriften van bijlage 6.".

.../...

Artikel 19

In 1° moet de eerste zin als volgt worden geschreven :

"Bij het begin en het einde van elke uitzending zendt de vergunninghouder zijn roepnaam op zijn minst één keer uit op de manier als in bijlage 8 wordt bepaald.".

Artikel 21

Op het overtreden van het verbod gesteld in 2° staan de straffen bepaald in artikel 15 van de genoemde wet van 30 juli 1979. Het is dan ook belangrijk dat in het ministerieel besluit duidelijk wordt aangegeven om welke strafbare handelingen het gaat en dat de radioamateur vooraf en zeker weet voor welke landen het verbod geldt. Daarenboven kan niet uit de tekst worden opgemaakt of met het woord "administratie" de Belgische of de buitenlandse overheid wordt bedoeld.

Artikel 22

Deze bepaling is overbodig. Het ligt immers voor de hand dat de vergunninghouder de vergunningsvoorwaarden die in het bijzonder in het onderhavige ontwerp worden gesteld, moet naleven.

.../...

Als hij die voorwaarden niet naleeft, kan de vergunning overeenkomstig artikel 16 van het genoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 worden geschorst of ingetrokken.

Artikel 23

Deze bepaling dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 23. Bij het uitproberen van uitzendingen zoals data-transmissie, televisie, slowscantelevisie (SSTV), facsimile of spreadspectrum leeft de radioamateur de geldende internationale normen na.".

Artikel 24

In 3°, tweede zin, moet worden vermeld welke overheid bevoegd is om na te gaan of er voldoende bedieningsgrondstations bestaan en moet worden gepreciseerd of zulks moet worden nagegaan voordat de vergunning wordt afgegeven.

.../...

Artikel 25

1. In paragraaf 1 zijn de woorden "Behoudens de bepalingen van § 2" overbodig en moeten ze vervallen.

2. In de inleidende zin van paragraaf 2 moet tussen de woorden "is" en "niet" het woord "evenwel" worden ingevoegd.

Bij 1° valt op te merken dat in de Nederlandse tekst "artikel 9" moet worden geschreven in plaats van "art. 9". Dat artikel 9 van het ontwerp waarnaar wordt verwezen, heeft alleen betrekking op automatische onbemande stations, niet op relaisstations of datanetwerkstations. De bepaling moet op dat punt worden verbeterd (1).

3. In paragraaf 4 (die in de Franse versie overeenstemt met de "tweede" paragraaf 3 van deze bepaling) schrijve men "artikel 2" in plaats van "art. 2".

Voorzover daarin sprake is van een zendvergunning, dient overeenkomstig artikel 3, § 3, van de genoemde wet van 30 juli 1979 bovendien "de door de Minister gemachtigde ambtenaar van het Instituut" te worden geschreven, in plaats van "de bevoegde ambtenaar van het BIPT".

(1) Er dient te worden opgemerkt dat die twee soorten stations niet in artikel 1 van het ontwerp worden gedefinieerd.

SLOTOPMERKINGEN

1. Er moet in overgangsbepalingen worden voorzien om te regelen wat er moet geschieden met vergunningen die zijn afgegeven met toepassing van het ministerieel besluit van 19 december 1986 betreffende het aanleggen en het doen werken van radio-elektrische stations door radioamateurs.

2. In het algemeen moet op een correct taalgebruik en in het bijzonder een correcte spelling worden gelet. Deze opmerking geldt zowel voor het Nederlands als voor het Frans (1). De Nederlandse tekst is door de band genomen ondermaats uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld wordt in dat verband op het volgende gewezen : examens worden niet "ingericht", maar "georganiseerd, uitgeschreven of afgenomen, naargelang van het geval." Getuigschriften en soortgelijke oorkonden worden "afgegeven of uitgereikt", niet "afgeleverd". Voorts zou waar nodig het voltooid deelwoord in combinatie met het lidwoord "het" een uitgang "e" moeten krijgen, zoals in artikel 3, § 1, waar "het door het Instituut opgestelde inschrijvingsformulier"geschreven zou moeten worden. Het gaat niet aan om gelijk in artikel 7 en artikel 17 de ene keer te spreken van "prijskamp" (F concours) en de andere keer van "wedstrijd" (F concours); evenmin mag de term "instaan voor" in hetzelfde artikel 9 nu eens gebezigd

(1) Zo schrijve men bijvoorbeeld "l'autorisation" en niet "la autorisation".

worden als equivalent van het Frans "responsable" en dan weer van het Frans "assurer"; de uitdrukking "instaan voor" moet gebruikt worden in de betekenis die ze in de woordenboeken heeft. Er is een verschil tussen "voorleggen" en "overleggen" en waar in het ontwerp "toelating" staat zou doorgaans "toestemming" op zijn plaats zijn. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou verbeterd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN